



**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRAND-BOURG**

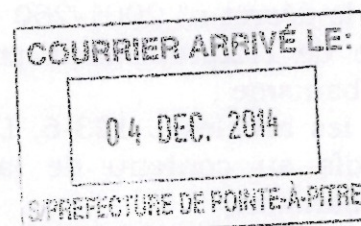
NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents Au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris Part à la Délibération
29	29	19

SEANCE DU JEUDI 27 NOVEMBRE 2014

L'An Deux Mil quatorze, le jeudi vingt-sept du mois de novembre, à dix-huit heures trente, le conseil municipal s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Maryse ETZOL, Maire.

DATE DE LA CONVOCATION
20 NOVEMBRE 2014

DATE D'AFFICHAGE
04 DECEMBRE 2014



Présents : MM ETZOL Maryse, FUMONT-SAMSON Maguy, LARNEY Maddly, DONGAL Paul, LANCELOT Fabrice, THOLE Michel, CAFOURNET Nelly, RULLE Claude, QUIDAL François, ABSOLONIO José, ELIACIN Marie-Ange, PAULINE Frédéric, COLMAR Audry, CHASLAS Fabien, ROSBIF Francis, CIMON Daniel.

Absentes excusées : MM TOTO-BOC EP. LABAU Ketty et NUPERT- FRENET Lila.

Absents : MM SELBONNE Harry, CLERINETTE-BOC Luce, DEFAULT Amélie, TURLEPIN Rose-Marie, GUIOVANA Frantz, PHANOR-IBALOT Lina, GIRARD Jean, VERDON Florita.

Représentés : - Madame COQUIN Joceline par Madame ETZOL Maryse,
- Monsieur LANCLAS Edmond par Madame CAFOURNET Nelly,
- Madame SERCIEN Annick par Madame LARNEY Maddly.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame LARNEY Maddly.

OBJET : DCM COMPLETANT CELLE DU 15 MARS 2005 PRESCRIVANT LA REVISION DU POS DEvenu PLU.

Madame le Maire expose à l'assemblée :

Par délibération du conseil municipal datée du 15 mars 2005, la révision du plan d'occupation des sols (POS) a été prescrite afin d'élaborer un plan local d'urbanisme (PLU) en conformité avec le cadre législatif et réglementaire en vigueur.

Les objectifs de la révision et les modalités de la concertation à lancer ont par conséquent été fixés dans cette délibération.

Afin de rendre compatible le projet de PLU en cours avec la loi du 12 juillet 2010 qui porte engagement national pour l'environnement et fixe de nouveaux objectifs aux

OBJET : DCM COMPLETANT CELLE DU 15 MARS 2005 PRESCRIVANT LA REVISION DU POS DEvenu PLU (SUITE1).

documents d'urbanisme locaux en matière de lutte contre l'étalement urbain et avec la loi ALUR du 24 mars 2014 qui procède à une réforme des règles d'urbanisme, Madame le Maire propose au Conseil de compléter la DCM du 15 mars 2005 avec de nouveaux objectifs et un élargissement des modalités de la concertation.

Le Conseil Municipal,

-Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

-Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'Urbanisme et le code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;

-Vu les articles L 123-6, L 123-13 et L 123-19 modifiés du code de l'Urbanisme, relatifs au contenu de la délibération prescrivant la révision d'un plan local d'urbanisme,

-Vu l'article L 300-2 modifié du code de l'Urbanisme relatif à l'obligation de concertation,

-Vu la loi du 12 juillet 2010,

Considérant qu'il y a lieu de compléter la DCM du 15 mars 2005 prescrivant la révision du POS devenu PLU,

après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

1°) De compléter comme suit la DCM du 15 mars 2005 :

Objectifs

- Extension du bourg,
- Protection contre les risques naturels,
- Renouvellement de la façade maritime,
- Favoriser le développement et le renouvellement urbain durables
- Impulser le développement économique, commercial et touristique
- Adapter la politique Habitat et Cadre de vie pour faciliter la mixité fonctionnelle
- Promouvoir l'action éco-citoyenne
- Préserver et valoriser l'environnement
- Prévenir les risques majeurs naturels

2°) Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Au Président du Conseil Régional,
- Au Président du Conseil Général,
- Au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
- Au Président de la Chambre des Métiers,
- Au Président de la Chambre d'Agriculture.



OBJET : DCM COMPLETANT CELLE DU 15 MARS 2005 PRESCRIVANT LA REVISION DU POS DEvenu PLU (SUITE 2).

Conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

3°) Donne tous pouvoirs à Madame le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

4°) La concertation prévue par l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme se réalisera notamment par l'insertion dans le bulletin municipal et la presse locale, les réunions de quartiers, et la page WEB de la commune du site internet de la Communauté des Communes.

Pour extrait conforme,

Dr Maryse ETZOL

Maire de Grand-Bourg

